GENERALITES

A. Les textes

Le Volontariat civil International s'inscrit dans la réforme du service national initiée par la loi 97-1019 du 28 octobre 1997. Il est organisé par :

-la loi n°2000-242 du 14 mars 2000 relative aux volontariats civils institués par l'article L.111-2 du code du service national et à diverses mesures relatives à la réforme du service national,

-le décret en Conseil d'Etat n°2000-1159 du 30 novembre 2000 pris pour l'application des dispositions du code du service national relatives aux volontariats civils

- 3 décrets simples :
- le décret n° 1160-2000 du 30 novembre 2000) fixant les conditions dans lesquelles l'Etat contribue à la protection sociale des volontaires lorsque le volontariat civil est accompli auprès d'associations
 - le décret n°1161-2000 du 30 novembre 2000) fixant le régime des congés annuels des volontaires civils
 - le décret n° 2000-1289 du 28 décembre 2000 modifiant le code de la sécurité sociale

-3 arrêtés s'agissant du ministère des Affaires étrangères : le premier en date du 30 novembre 2000 fixant certaines conditions d'applications du volontariat civil à l'étranger (liste des activités agréées), le second en date du 30 novembre 2000 fixant le montant de l'indemnité supplémentaire attribuée aux volontaires civils affectés à l'étranger, le troisième fixant les modalités de la couverture sociale complémentaire des volontaires civils.

Tous ces textes figurent en annexe.

B. Le guide du Volontariat civil International (V.I.)

L'objet de cette brochure est de porter à la connaissance des postes (ambassades, consulats généraux, services de coopération et d'action culturelle) et des organismes d'accueil des volontaires civils internationaux, à la fois les principales informations d'ordre statutaire et les précisions indispensables à la gestion de ces agents.

Bien que certaines opérations se déroulent presque essentiellement en France, elles sont néanmoins évoquées pour permettre aux utilisateurs du présent document de mieux situer les problèmes qu'ils rencontrent, dans le cadre général de l'emploi et de la gestion des V.I.

LE VOLONTARIAT INTERNATIONAL

Les volontaires civils participent, au titre de la coopération internationale, à l'action de la France dans le monde en matière d'action culturelle et d'environnement, de développement technique, scientifique et économique et d'action humanitaire.

A.Activités agréées par le ministère des affaires étrangères

Le ministère des affaires étrangères peut affecter des volontaires civils à l'étranger dans les conditions suivantes :

-dans les missions diplomatiques et les postes consulaires, pour toute activité concourant au bon fonctionnement et à l'accomplissement des missions dévolues à ces missions et à ces postes, notamment dans le cadre des chancelleries diplomatiques et des services de coopération et d'action culturelle ;

-dans les établissements de recherche, scolaires ou culturels français, pour toute activité participant à l'action culturelle de la France dans le monde en particulier dans les domaines de la recherche, de l'enseignement et de l'animation culturelle, et toute mission relative à la gestion de ces établissements ;

-auprès d'organismes étrangers, pour toute mission contribuant à l'action de la France en faveur du développement économique et social et de l'environnement, ainsi que dans les domaines de la coopération éducative, institutionnelle, scientifique, universitaire et de recherche ;

-auprès d'organisations internationales, intergouvernementales ou non gouvernementales, pour toute activité contribuant à la satisfaction des besoins élémentaires des populations, à la défense des droits de l'homme, à l'action humanitaire, au développement économique et social et à la protection de l'environnement ;

-pour le compte de collectivités territoriales françaises, pour toute mission participant de l'action extérieure développée par ces dernières et de la coopération décentralisée prévue par les articles 1112-1 et suivants du code général des collectivités locales.

B.Conditions d'accès

Le Volontariat civil International est ouvert :

1)aux Françaises et aux Français âgés de 18 à 28 ans en règle avec les obligations du service national, c'est-à-dire :

-aux Français nés avant le 1er janvier 1979 dégagés des obligations militaires

-aux Françaises nées avant le 1er janvier 1983

-aux Français nés après le 1er janvier 1979 et aux Françaises nées après le 1er janvier 1983 s'ils ont été recensés et ont effectué la journée d'appel de préparation à la défense.

2)aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et de l'Espace Economique Européen en règle avec l'obligation de service national de l'Etat dont ils sont ressortissants.

Nul ne peut accomplir un volontariat civil :

-s'il ne jouit pas de ses droits civiques,

-si les mentions portées sur son casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice d'un volontariat civil ou, s'agissant d'un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen autre que la France, s'il a subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions auxquelles il postule,

-s'il ne remplit pas les conditions d'aptitude physique exigées pour les personnes exerçant des activités de même nature dans l'organisme d'accueil

C. Dépôt de candidature

Toute personne remplissant les conditions ci-dessus et souhaitant effectuer un Volontariat civil International doit **impérativement** déposer sa candidature auprès du Centre d'Information sur le Volontariat International (CIVI) :

Centre d'Information sur le Volontariat International
30-34 rue La Pérouse - 75116 PARIS
Tel (n° Azur) : 0 810 10 18 28
Internet : www.civiweb.com

Cette candidature ou la demande de son renouvellement doivent être déposées, au plus tard, la veille du jour du vingt-huitième anniversaire de la personne candidate.

D. Durée du volontariat - Renouvellement

Les volontaires civils internationaux sont affectés pour une durée de 6 à 24 mois (au mois le mois), avec un renouvellement possible dans la limite de 24 mois. Le volontariat ne peut être fractionné, et doit être accompli auprès d'un seul organisme.

Pour l'ensemble des volontaires relevant du ministère des affaires étrangères, les demandes de renouvellement doivent être adressées à la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération, et doivent recevoir l'agrément de cette sous-direction.

E.Statut des V.I.

Les Volontaires civils Internationaux sont placés sous l'autorité du ministre des affaires étrangères et relèvent à cet égard des règles de droit public résultant du chapitre II du titre II du livre Ier du code du service national, ainsi que des textes réglementaires et des décisions pris pour son application.

En cas de faute exclusive de toute faute professionnelle, la responsabilité pécuniaire de l'Etat, sans préjudice d'une action récursoire à l'encontre de la personne morale mentionnée à l'article L.122-5, est substituée à celle du volontaire civil affecté à l'étranger.

Le volontaire civil affecté à l'étranger bénéficie, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son volontariat, d'une protection de l'Etat dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

CREATION DE POSTES , SELECTION ET MISE EN ROUTE **DES V.I.**

A. Création de postes

Les affectation de volontaires civils dans les services de l'Etat (chancelleries, services de coopération et d'action culturelle, établissements culturels, alliances ou organismes dotés de l'autonomie financière) relèvent du Titre III, seule ligne budgétaire autorisée pour ce type de nomination.

Le nombre de postes budgétaires sur Titre III étant limité les créations de postes ne peuvent être décidées que par la Direction des Ressources Humaines.

Le Titre IV concerne exclusivement les affectations auprès des autorités ou des établissements locaux dépendant du pays d'accueil. Les créations de postes de V.I. sur ce titre doivent être inscrites dans la programmation du poste.

Les créations de postes de scientifiques-chercheurs (non rémunérés par le Département) et en ONG sont décidées par le Département sur proposition de l'organisme qui assure la prise en charge des indemnités.

B. Sélection des candidats

La sélection des dossiers de candidat V.I. relevant du Département est faite par la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération sur la base des dossiers déposés auprès du CIVI, et en concertation avec les autres services concernés du Département, notamment la DGCID. **Aucune sélection de candidature ne peut être effectuée sur place ni aucune confirmation ou proposition d'affectation donnée à d'éventuels postulants.**

Pour les V.I. mis par le ministère des affaires étrangères à la disposition d'organismes d'accueils conventionnés, le recrutement des V.I. est assuré par l'organisme qui communique à la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération **au plus tard 2 mois avant la date de départ prévue** les renseignements nécessaires à la constitution du dossier par les services gestionnaires.

Une fois la proposition de poste acceptée par le candidat et sa candidature agréée par l'ambassade, une **décision d'affectation** nominative est établie pour chaque V.I. avant son départ. Elle constitue le document de référence attestant du lieu, de la durée et des modalités financières de l'affectation du volontaire. Par ailleurs, une **confirmation de nomination** est adressée à chaque volontaire dont la candidature a été retenue par la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération.

Documents et formalités obligatoires :

Une liste précisant les documents nécessaires à la constitution du dossier est adressée au candidat en même temps que la proposition de de poste par le gestionnaire de son dossier (*cette liste figure en annexe*).

C.Préparation de la mission

Généralités

Le volontariat débute au plus tard le jour du vingt-neuvième anniversaire du volontaire.

La durée du volontariat est décomptée à partir du premier jour du mois d'affectation.

L'instance d'affectation

L'instance d'affectation, dont la durée maximale est d'un mois, est la position dans laquelle se trouve le volontaire civil affecté hors du territoire métropolitain entre la date de début de son volontariat et la date de sa prise de fonctions dans le pays d'affectation.

D.Mise en route

La mise en route du volontaire est assurée, selon les modalités de prise en charge, par le ministère des affaires étrangères ou par l'organisme d'accueil.

Le V.I. doit rejoindre son lieu d'affectation :

- par voie aérienne la plus directe et la plus économique
- par voie ferrée, terrestre ou maritime à des coûts n'excédant pas celui de la voie aérienne définie ci-dessus
- par véhicule personnel, après accord du Département et moyennant la signature par le volontaire d'une décharge exonérant le Ministère des affaires

étrangères de toute responsabilité en cas d'incident pouvant survenir sur le trajet. Le volontaire est remboursé de ses frais à concurrence du prix du billet d'avion le moins cher correspondant au trajet effectué.

Le V.I. a droit à la prise en charge du voyage aller et retour et du transport de ses bagages à concurrence de 150 kg d'effets personnels, entre son domicile et son lieu d'affectation.

Le V.I. qui, à la fin de son volontariat civil, souhaite prolonger à titre personnel son séjour dans son pays d'affectation, conserve le droit à la gratuité du voyage de retour, avec bagages, vers son lieu de résidence habituelle, pendant un **maximum de trois mois**.

E.Affectation sur place

Lorsque le candidat réside depuis plus de trois mois dans le pays prévu pour son affectation, celle-ci peut avoir lieu, **à titre exceptionnel**, sur place.

La Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération informe les services de l'ambassade de l'affectation sur place. Il appartient au volontaire de faire parvenir à cette sous-direction les documents nécessaires à la constitution de son dossier. Une visite médicale est à effectuer 10 jours avant le début du mois d'affectation auprès d'un médecin agréé par l'ambassade. L'ambassade fait connaître le résultat de cette visite et retourne le certificat médical.

DEROULEMENT DE LA MISSION

A. Droits et obligations du V.I.

Le volontariat civil est une activité à temps plein. Le volontaire consacre l'intégralité de son activité aux tâches qui lui sont confiées. Le volontariat civil est incompatible avec une activité rémunérée publique ou privée. Seules sont autorisées les productions d'oeuvres scientifiques, littéraires ou artistiques ainsi que, sous réserve de l'accord de l'organisme auprès duquel est accompli le volontariat civil, les activités d'enseignement.

Le volontaire civil est soumis aux règles des services de l'organisme auprès duquel il accomplit son volontariat. Il est tenu à la discrétion pour les faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de ses activités.

Il est tenu également aux obligations de convenance et de réserve inhérentes à ses occupations, notamment à l'égard de l'Etat de séjour. Il est tenu aux obligations professionnelles imposées aux Français exerçant une activité de même nature dans l'Etat de séjour.

B. Arrivée en poste - Prise de fonctions

La date d'arrivée en poste des V.I. est annoncée par télégramme diplomatique aux postes diplomatiques concernés. Le cas échéant, il peut être demandé aux services des ambassades d'assurer l'accueil du V.I. et de faciliter son hébergement les premiers jours suivant son arrivée en poste.

Une fois le V.I. arrivé, la mission diplomatique ou consulaire dont il relève doit faire parvenir dans les meilleurs délais à la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération la fiche de renseignements remise au V.I. avant son départ, et que celui-ci aura dûment complétée (ceci afin que soient connues de façon précises par la mission diplomatique les coordonnées personnelles et professionnelles du volontaire).

Dans le cas des V.I. pris en charge financièrement par le Département, l'avis d'arrivée en poste (315/PL) devra être envoyé à la Sous-Direction de la comptabilité ainsi qu'à la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération.

C.Responsabilité des chefs de postes diplomatiques et consulaires

Les V.I. étant placés sous la responsabilité des Ministres qui les emploient, cette responsabilité est transférée aux chefs de postes diplomatiques et consulaires pendant la durée effective de leur séjour à l'étranger (en application du décret 79-433 du 1er juillet 1979 relatif aux pouvoirs des ambassadeurs).

En conséquence, quel que soit le ministère de rattachement ou le type d'organisme auprès duquel il est affecté, le V.I. relève **directement de l'autorité du chef de poste**. Le contrôle des volontaires peut être délégué aux chefs de service suivants :

-le premier collaborateur de l'Ambassadeur ou le Consul pour les volontaires nommés dans les chancelleries diplomatiques et consulaires (V.I. Rédacteurs, Attachés de presse, Traducteurs, Adjoint administratifs/Visa, Adjoint à l'attaché nucléaire, Informaticiens, Ingénieurs TP),

-les conseillers de coopération et d'action culturelle ou secrétaires généraux pour les V.I. relevant des services de coopération et d'action culturelle, des alliances, centres et instituts culturels français, des universités locales ou placés sur des projets de coopération scientifique et technique, affectés dans des organisations non gouvernementales, et auprès des laboratoires de recherche scientifique,

-les conseillers commerciaux pour les V.I. relevant des postes d'expansion économique et des entreprises. La compétence de la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération ne s'étend pas à cette catégorie de volontaires dont la gestion est assurée par le Secrétariat d'Etat au commerce extérieur.

Cette responsabilité est globale et s'étend notamment aux aspects suivants : accueil - installation - contrôle de la mission et discipline - gestion des congés.

D.Indemnités

L'indemnité forfaitaire fait l'objet de l'article L.122-12 du code du service national et des articles 18 à 22, 44, 46 et 47 du décret portant application des diverses dispositions du volontariat civil.

L'indemnité forfaitaire identique pour tous les V.I. affectés dans un même pays est composée :

- d'un élément commun identique pour tous les V.I. (égal à 50 % de l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 3523 FF au 1er février 2001)
- d'un élément lié à l'affectation, variable selon les pays (fixé par décret)

Les positions dans lesquelles les V.I. perçoivent cette indemnité à taux plein sont :

- la présence au poste
- les congés annuels, exceptionnels, de maladie, de maternité ou d'adoption

Les positions dans lesquelles les V.I. perçoivent cette indemnité à taux réduit sont :

- l'instance de départ (100 % de l'élément commun)
- les congés de maladie, de maternité ou d'adoption hors du pays d'affectation (100 % de l'élément commun ainsi que 50 % de l'élément lié à l'affectation)
- lorsque le logement est fourni en nature : l'élément lié à l'affectation subit un abattement égal à 10 %
- lorsque le V.I. est affecté dans l'Etat où il a sa résidence principale, l'élément lié à l'affectation qu'il perçoit est fixé à 15 % du montant total de l'élément lié à l'affectation afférent à cet Etat.

NB : les V.I. affectés auprès d'ONG ont un régime indemnitaire particulier. Ils perçoivent l'élément commun auquel s'ajoute un élément supplémentaire dont le montant est fixé par convention entre le Département et l'association concernée.

E.Congés et missions

Les déplacements hors du pays d'affectation, quelle que soit leur nature (congrés ou mission) et quel que soit l'organisme d'accueil, doivent être préalablement autorisés par le chef de poste ayant compétence pour le pays d'affectation. Ce dernier peut être amené à refuser le déplacement si la situation sanitaire ou de sécurité du pays de destination le justifie.

Congés

La gestion des congés est assurée par :

- les chancelleries diplomatiques ou consulaires pour les V.I. expressément affectés auprès d'elles.
- les services de coopération et d'action culturelle pour les autres V.I. relevant du ministère des affaires étrangères.

Il convient d'informer par télégramme diplomatique la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération des congés annuels pris hors du pays d'affectation, ainsi que de tous les congés exceptionnels, de maladie, de maternité ou d'adoption.

Tout V.I. a droit à un congé annuel d'une durée fixée à deux jours et demi effectivement ouvrés par mois de service effectué.

Le congé annuel peut être pris soit par fraction, à concurrence des droits acquis, soit en une fois, en fin de volontariat. Le congé dû pour une année de service effectif ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle de la Sous-Direction des personnels culturels et de coopération après avis du responsable de l'organisme d'accueil.

Des congés exceptionnels pour événements familiaux, d'une durée au plus égale à 10 jours par événement (le nombre exact est à la discrétion du chef de poste), peuvent être accordés pour la naissance d'un enfant, le mariage du volontaire civil, le décès du conjoint ou d'un enfant, le décès d'un parent (père, mère, grands-parents, beaux-parents, frère et soeur).

Un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice.

Missions

Les V.I. peuvent être envoyés en mission par leur organisme d'affectation et dans le cadre des activités pour lesquelles ils ont été affectés, sous réserve de l'accord du Département. Une mission peut se dérouler dans le pays d'affectation ou hors de celui-ci. La demande d'autorisation est effectuée par télégramme diplomatique et doit préciser notamment le lieu, la durée et les motifs de la mission, ainsi que les modalités de prise en charge des frais de mission.

F.Changement d'affectation

L'affectation d'un V.I. n'est pas susceptible, en principe, de modification une fois qu'elle a été décidée. Toutefois, le Département se réserve la possibilité de procéder au changement d'affectation d'un V.I. en cours de volontariat pour des nécessités de service ou en cas de circonstances exceptionnelles.

G.Interruption de la mission

Le volontariat en cours d'accomplissement peut s'achever avant la date prévue :

-sur **demande du volontaire** et avec un préavis d'au moins trois mois, le ministre des affaires étrangères peut mettre fin au volontariat pour permettre au demandeur

d'occuper une activité professionnelle.

Cette demande est subordonnée à la production, par le V.I., d'un document justifiant de la réalité de l'activité professionnelle.

-en cas de **force majeure**,

-en cas de **violation** par l'organisme d'accueil des **clauses de la convention signée avec le ministère des affaires étrangères.**

L'intéressé peut demander à conclure un nouvel engagement de volontariat sans que la durée totale des périodes de volontariat civil n'excède vingt-quatre mois.

-en cas de **maladie** ou **incapacité temporaire** liée à un accident imputable au service.

Une prolongation du volontariat d'une durée égale à celle de l'indisponibilité, sans que la durée totale de son engagement ne puisse excéder vingt-quatre mois peut être demandée.

-en cas de **maternité** ou d'**adoption**

Une prolongation du volontariat d'une durée égale à celle de l'indisponibilité, sans que la durée totale de son engagement ne puisse excéder vingt-quatre mois peut être demandée.

-en cas de **faute grave**. La cessation anticipée du volontariat civil est prononcée par le ministre des affaires étrangères après que le V.I. aura été en mesure de présenter sa défense par écrit.

-dans **l'intérêt du service** ou de **l'activité** agréée,

-à la **demande conjointe** du V.I. et de l'organisme d'accueil,

-en raison de l'inaptitude de l'intéressé à tenir l'emploi

Gestion des interruptions

L'organisme d'accueil ou les service concernés des ambassades adressent à la Sous-Direction des personnels culturels et de coopération la demande de fin d'affectation anticipée avec les pièces justificatives. Cette sous-direction prend la décision de l'interruption.

Notification

La cessation anticipée du volontariat civil est notifiée par la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération au V.I., à l'organisme d'accueil et au service concerné de l'ambassade du pays d'affectation.

Cessation anticipée en cas de faute grave ou en dehors des conditions prévues ci-dessus.

Lorsque la cessation anticipée du volontariat civil intervient en cas de faute grave ou sur une demande du volontaire formulée en dehors des conditions prévues ci-dessus, le remboursement des frais occasionnés par le volontariat civil est demandé au V.I.

Ces frais comprennent les frais de voyage, de transport des bagages et de formation ainsi que, le cas échéant, le montant des indemnités indûment versées au titre de périodes de préavis non effectuées.

Le ministre des affaires étrangères peut toutefois, à titre exceptionnel et sur demande justifiée, dispenser l'intéressé de tout ou partie de ce remboursement.

FIN DE MISSION

A. Prise en charge des titres de transport et des bagages

Le bon de transport correspondant au voyage de retour définitif d'un V.I. en fin de mission doit être émis par le service comptable du poste diplomatique dont il relevait, et ce sur la base de la **décision d'affectation** individuelle établie par la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération.

Concernant les bagages, la demande de délivrance d'un bon de transport devra être faite auprès du Bureau des Voyages (BF/VEM/V) quelques semaines avant le retour du V.I.

Le V.I. qui souhaite prolonger à titre personnel son séjour dans son pays d'affectation au terme de son volontariat conserve le bénéfice de la gratuité du voyage de retour (bagages compris) pendant un maximum de trois mois à compter de la date d'expiration de sa période de volontariat civil.

B. Examen médical de fin de volontariat

En fin de volontariat, le V.I. est soumis à un examen médical de contrôle effectué par un médecin agréé par l'ambassade. Les services concernés de cette dernière ou l'organisme d'accueil du V.I. font connaître le résultat de cette visite et retournent un exemplaire du

certificat médical à la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération, l'autre exemplaire étant conservé par le volontaire civil.

C. Rapport de fin de mission

Dans le cadre du suivi et du contrôle des missions des volontaires civils, le V.I. a l'obligation de rédiger un rapport de fin de mission portant sur les conditions matérielles et professionnelles de son séjour. Ce compte-rendu d'activité doit faire l'objet d'un envoi à la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération ainsi qu'aux autres directions concernées du Département.

VALIDATION DE LA PERIODE DE VOLONTARIAT CIVIL

A. Certificat d'accomplissement du volontariat civil

Un certificat d'accomplissement du volontariat civil est délivré au volontaire par le ministre des affaires étrangères à l'issue de sa période de volontariat.

La délivrance de ce certificat est subordonnée à la remise du certificat médical de fin de volontariat et du rapport de fin de mission.

B. Accès à un emploi de la fonction publique

Pour l'accès à un emploi de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des entreprises publiques dont le personnel est soumis à un statut réglementaire, la limite d'âge est reculée d'un temps égal au temps effectif du volontariat civil. Ce temps effectif de volontariat est compté dans le calcul de l'ancienneté de service exigée dans les fonctions publiques de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics hospitaliers.

C. Diplômes

Le temps effectif de volontariat civil est compté dans la durée d'expérience professionnelle requise pour le bénéfice de la validation des acquis professionnels en vue de la délivrance d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou technologique ou d'un titre professionnel.

D.Retraite

Le temps de service accompli au titre du volontariat civil, d'une durée au moins égale à six mois, est assimilé à une période d'assurance pour l'ouverture et le calcul des droits à retraite dans le premier régime d'assurance vieillesse de base auquel le volontaire est affilié à titre obligatoire postérieurement à son volontariat.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa ci-dessus, le temps du service, d'une durée au moins égale à six mois, accompli au titre du volontariat est pris en compte par le régime spécial de retraite auquel l'assuré est ultérieurement affilié.

Les sommes représentatives de la prise en compte par les régimes d'assurance vieillesse de base obligatoires sont prises en charge par le fonds de solidarité vieillesse mentionné à l'article L.135-1 du code de la sécurité sociale.

Il est décompté autant de trimestres qu'au cours de l'année civile correspond de fois 90 jours. Le nombre de trimestres valables est, le cas échéant, arrondi au chiffre immédiatement supérieur.

COUVERTURE SOCIALE

A. Protection sociale

Le V.I. bénéficie, pour lui-même et ses ayants-droit, des prestations en nature de l'assurance maladie, maternité et invalidité du régime général. Il relève, en cas de maladie ou d'accident survenu par le fait ou à l'occasion du volontariat civil, des dispositions du livre IV du code de la sécurité sociale.

Tout V.I. a également droit au bénéfice d'une couverture complémentaire pour les risques précités, notamment en cas d'hospitalisation ainsi que pour les risques d'évacuation sanitaire, de rapatriement sanitaire et de rapatriement de corps.

Pour les V.I. financés par le ministère des affaires étrangères, la couverture sociale est assurée par ce dernier.

Les ONG peuvent également demander au ministère des affaires étrangères la prise en charge (en tout ou partie) de la couverture sociale des V.I. affectés auprès d'elles (cf. décret n°2000-1160 du 30 novembre 2000).

Pour les V.I. mis à la disposition d'organismes d'accueil (hors ONG), la couverture sociale est assurée par ces derniers qui souscrivent un contrat d'assurance particulier garantissant l'ensemble des prestations et des risques exposés ci-dessus, suivant des **modalités spécifiques définies par le ministère des affaires étrangères**.

B. Soins médicaux

Les V.I. ont, avant leur affectation, subi les examens médicaux auprès de médecins agréés par le ministère des Affaires étrangères. Dans le cadre de cette visite un contrôle des vaccinations nécessaires est réalisé.

L'application des dispositions prévoyant la gratuité ou le remboursement des soins faits l'objet des mesures d'application suivantes :

Soins en France :

Les V.I. doivent régler eux-mêmes le montant des visites, soins et médicaments, dans la limite des tarifs conventionnés. Ils sont remboursés de leurs dépenses sur leur compte bancaire, en France, par le groupe d'assurances auquel ils sont affiliés par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères.

Toute hospitalisation doit être effectuée dans un établissement hospitalier public ou conventionné qui se fait rembourser les frais de traitement par le groupe d'assurances auquel les V.I. sont affiliés.

Tout soin auprès de médecins ou hôpitaux non conventionnés seront remboursés au tarif de la convention de la Sécurité sociale française.

En cas d'hospitalisation, le V.I. ou leur organisme d'accueil doit en informer la Sous-Direction des personnels culturels et de coopération dans les plus brefs délais.

Soins à l'étranger :

Les V.I. sont autorisés à consulter le médecin ou l'hôpital de leur choix, étant admis cependant que les ambassades peuvent orienter ce choix, compte tenu de leur connaissance des ressources médicales locales.

Les V.I. doivent régler eux-mêmes (sauf en cas d'accord tiers payant) le montant des visites, soins et médicaments. Ils sont remboursés de leurs dépenses sur leur compte bancaire par le groupe d'assurances auquel ils sont affiliés par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères.

Ils doivent s'adresser directement à cet organisme pour obtenir les remboursements des soins.

C. Congés maladie

En cas de maladie dûment constatée et le plaçant dans l'impossibilité d'exercer sa mission, le V.I. a droit au cours de son service à des congés de maladie dont la durée totale ne peut excéder 30 jours pour une période de 6 mois consécutifs.

Dans le cas où, à l'expiration de ses droits à congé de maladie, le V.I. se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité, il est mis fin à son volontariat civil.

Toutefois, si la maladie provient d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, le V.I. bénéficie d'un congé pendant toute la période d'incapacité de travail, qui ne peut dépasser la date de fin de volontariat civil.

D. Congés de maternité ou d'adoption

Le V.I. a droit à un congé de maternité d'une durée de 16 semaines ou à un congé d'adoption d'une durée de 10 semaines.

Dans le cas où, à l'expiration de ses droits à congé de maternité ou d'adoption, le V.I. se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité, il est mis fin à son volontariat civil.

La durée totale des congés de maladie, de maternité ou d'adoption ne peut dépasser la date de fin de volontariat civil

E. Evacuation sanitaire

IMPORTANT !

Contrairement aux CSN dont les évacuations sanitaires sont assurées par les postes en collaboration avec le service de santé des armées, les VI ne bénéficient plus de cette procédure exceptionnelle et sont soumis au régime commun à tous les personnels civils (rapatriement pris en charge par un organisme privé). En aucun cas la procédure applicable aux CSN ne pourra être appliquée aux VI.

1 - Organismes ou personnes concernés

En matière d'évacuation sanitaire, les organismes ou personnes concernés sont dans l'ordre chronologique :

Localement :

-le médecin agréé par l'ambassade qui décide, en concertation avec **le correspondant local de l'organisme d'assistance rapatriement** de l'opportunité de mettre en place la procédure d'évacuation. La décision d'évacuation et par conséquent sa prise en charge financière sont assurées par l'organisme d'assistance/rapatriement.

A Paris :

-l'organisme d'assistance/rapatriement qui :

- donne un accord en cas d'évacuation
- assure l'accueil à l'aéroport
- désigne l'hôpital de traitement

-la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération qui prend en compte tout V.I. évacué pour des raisons sanitaires, dès son arrivée en France, est tenue au courant des hospitalisations, des congés de convalescence et des décisions médico-administratives en fin de traitement, ce qui lui permet d'informer les services des ambassades et les organismes d'accueil de l'évolution de la situation des malades ou blessés.

2 - Transmission de l'information

Le poste diplomatique doit informer dès que possible la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération de l'évacuation sanitaire par TD. Le message doit impérativement contenir les informations suivantes :

- Nom, prénom du V.I.
- Mois et année d'affectation
- Lieu de mission et organisme d'accueil
- Nature de la maladie ou circonstance de l'accident
- Etat du malade
- Lieu où le malade peut être visité
- Caractère d'urgence de l'évacuation

Une fois l'évacuation mise en place, le poste diplomatique informe dans les meilleurs délais la Sous-Direction des Personnels culturels des conditions d'évacuation.

3.Imputabilité au service

Les V.I. ayant un statut public, la responsabilité des pouvoirs publics peut donc être engagée. Par conséquent, un rapport circonstancié doit être impérativement établi et signé par

le chef de poste pour tout accident ou maladie survenant à un V.I.. Il doit conclure obligatoirement à l'imputabilité ou non au service.

Un accident n'est imputable au service que s'il se produit :

- sur le lieu de travail,
- sur le trajet normal aller et retour le plus direct quel que soit le moyen de transport utilisé :
 - entre le domicile et le lieu d'affectation
 - entre le domicile au lieu d'affectation et le lieu de travail
 - entre le domicile au lieu d'affectation et le lieu de la permission
 - à l'occasion d'un déplacement effectué pour accomplir une mission professionnelle ou des formalités administratives concernant l'intéressé.

Une maladie ne peut être liée au service que dans la mesure où :

- elle sévit à l'état endémique dans le pays d'affectation
- elle est contractée pendant une épidémie frappant le pays d'affectation.

Cette procédure nécessite l'établissement d'un dossier administratif par le ministère des affaires étrangères, dossier qui doit comprendre certains documents fournis par les postes diplomatiques lorsqu'un accident ou une maladie survient à l'étranger. Les pièces à transmettre obligatoirement sont énumérées ci-après :

- toutes les pièces médicales qui ont été établies localement
- un rapport circonstancié, aussi détaillé que précis s'appuyant en cas d'accident sur les déclarations des témoins
- les procès verbaux de police et de gendarmerie

DECES A L'ETRANGER - RAPATRIEMENT DU CORPS

A.Généralités

En cas de décès sur le territoire de séjour les services de l'ambassade doivent informer sans délai :

- l'organisme d'assistance/rapatriement

-la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération

-le ministère de l'Intérieur pour le V.I. résidant en France. Le ministère de l'Intérieur doit avertir le Maire de la commune où réside la personne à prévenir en cas d'accident ou de décès,

-l'ambassade du pays dont le V.I. est ressortissant s'il n'est pas Français.

Sauf avis contraire de la famille ou circonstances particulières, il y a lieu d'envisager le retour sur la Métropole ou le pays de résidence principale du V.I. décédé.

La totalité des frais est supportée par l'organisme d'assistance/rapatriement, sous réserve que l'ensemble de la procédure de rapatriement ait été engagée de concert avec lui et avec son accord, à l'exception des frais de concession de terrain, d'aménagement de caveau, de monument funéraire, le montant de la différence entre les frais réels de cérémonie religieuse et d'inhumation définitive qui restent à la charge de la famille.

B.Procédure

Transmission de l'information

Il appartient aux services de l'ambassade d'adresser aux destinataires indiqués ci-dessus un message par messagerie électronique et/ou par télécopie, complété d'un télégramme diplomatique.

Dès que possible, le ministère des affaires étrangères doit recevoir des compléments d'information qui permettront de répondre aux questions éventuelles et de recueillir les vœux des familles pour l'inhumation.

Rapatriement du corps

Il appartient aux services de l'ambassade en lien avec l'organisme d'assistance/rapatriement d'entreprendre, sauf ordre contraire, et de mener à bien localement les différentes démarches nécessaires :

-auprès des autorités locales,

-auprès des compagnies aériennes de transports.

Constitution du dossier

Les services de l'ambassade, sans attendre, rassemblent, élaborent et transmettent à la Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération les pièces suivantes :

-certificat de décès établi par le Consul de France

-certificat médical de genre de mort

-rapport circonstancié établi par les services de l'ambassade sur les conditions dans lesquelles et émettant de façon précise un avis sur l'imputabilité ou non de la maladie ou de l'accident au service (voir p. 19)

La Sous-Direction des Personnels culturels et de coopération constitue le dossier administratif de rapatriement.

Rapatriement des bagages

Dès que possible, les services de l'ambassade prennent toute disposition pour rassembler et réexpédier les bagages du V.I. décédé à sa famille.